

## ÉLECTION PRIMAIRE DES SÉNATORIALES À ORAN

# Le RND et le FLN désignent leurs candidats

Samedi dernier, les élus du parti du FLN ont procédé à l'élection de leur candidat devant les représenter aux élections sénatoriales de décembre prochain. Cette élection primaire s'est déroulée en deux tours.

Pour le premier tour, tout s'est plus ou moins passé normalement avec 203 votants sur 245, où 23 ont voté par procuration alors que 42 étaient absents sans motifs. Après plusieurs heures, les résultats tombent : 2 bulletins blancs, alors que 88 ont accordé leurs voix au maire d'Es-Sénia Kaddouri Habib. 60 élus ont choisi Fatha Allah Chaâbni ; 46 voix pour Fethi Sirat membre APW et 7 voix pour Moufida Diab. En somme, aucun n'a obtenu la majorité. Un second tour a alors été décidé pour le lendemain (aujourd'hui) et qui allait ainsi opposer les deux candidats ayant obtenu le plus de voix, en l'occurrence Kaddouri Habib et Fatha Allah Chaâbni. Mais contre toute attente et alors que les élus s'étaient donné rendez-vous pour le lendemain, ils ont été tous rappelés dans l'après-midi, et ont entamé le second tour. Au bout d'une heure, renversement de situation, le second candidat informe les votants qu'il n'y avait plus lieu de poursuivre ce second tour et qu'il cédaît ses voix à son adversaire Kaddouri Habib. Tractations ? Ou bien convaincu de ne pas passer ?, les supputations vont bon train. Ceci dit, le FLN a son candidat pour Oran.

Du côté du parti du RND, Abdelhak Kazi-Tani, président de l'APW d'Oran et coordinateur du RND à Oran, a été élu quant à lui à l'unanimité et par acclamation candidat unique de cette formation politique pour les sénatoriales.

Amel Bentolba

## RELIZANE

# L'aménagement des oueds contre les inondations lancé

La protection de la ville de Relizane contre les inondations des trois oueds, en amortissant les crues en cas de fortes pluies, a toujours été un grand problème aussi bien pour les habitants de cette région que pour les responsables et c'est pour cette raison qu'un grand projet a été lancé dans ce sens, il est inscrit dans le cadre du programme quinquennal pour la protection de la ville de Relizane contre les inondations et dont la première tranche est en voie d'achèvement alors que la date de la réception finale n'est pas encore fixée vu la spécificité de la région, la nature accidentée des terrains et la consistance du projet.

Selon les informations, ce projet sujet de la dernière visite du premier responsable de la wilaya a nécessité une enveloppe financière colossale et porte principalement sur l'aménagement des oueds précités à travers des bordures de soutènement et l'aménagement des alentours de la ville de Relizane, le curage des conduites des eaux pluviales et la plantation à outrance aux alentours du barrage de Sidi M'hamed-Benaouda dont la capacité de remplissage estimée initialement à 4 millions de mètres cubes est toujours menacée par l'envasement et par conséquent menaçant la ville de Relizane, par des inondations dévastatrices. Les mêmes informations précisent que le taux d'avancement des travaux de concrétisation de ce projet a atteint un peu plus de 90% néanmoins et dans l'attente de la réception finale de cet ambitieux projet, il est bien recommandé de mettre dès lors un plan d'urgence contre tout éventuel débordement du barrage en cas de fortes précipitations.

A. Lotfi

## KHEMIS-MILIANA

# La colère des transporteurs agréés

**Des dizaines de propriétaires de taxis soutenus par les bus de l'Etuaad (Entreprise de transport urbain de Aïn Defla) se sont regroupés dès le début de l'après-midi d'hier devant le siège de la Sûreté de daïra de Khemis-Miliana pour manifester leur colère contre l'anarchie qui sévit dans le secteur du transport urbain, anarchie qu'ils imputent aux propriétaires de ces véhicules de 8 places qui se livrent au transport illégal de personnes créant ainsi une concurrence déloyale.**

Sur place, les contestataires nous ont fait part de leurs préoccupations : «Ils ne paient aucun droit, ni taxe, ne possèdent même pas d'assurance, s'arrêtent où ils veulent quand ils

veulent au vu et au su des agents de l'ordre public sans être inquiétés.» Un autre nous dira «nous (les transporteurs agréés) sommes assujettis à toutes les taxes et nous nous confor-

## RENCONTRE RÉGIONALE D'ÉVALUATION DE LA SANTÉ À ANNABA

# État des lieux et perspectives

**Les chefs d'établissements de santé du secteur privé des wilayas de l'extrême-est du pays présents à la rencontre régionale d'évaluation avaient deux journées pour établir un état des lieux et préciser les perspectives de leurs structures.**

Constats et bilans ont caractérisé les interventions des uns et des autres en matière d'effectifs médicaux et paramédicaux, équipements et matériels, sécurité, formation. Dans son intervention faite en ouverture de la rencontre, le ministre s'est attardé sur l'échec de toutes les précédentes tentatives des gestionnaires des structures de santé dans l'application des trois plans de gestion de la ressource humaine et de la carrière des personnels dont la gestion financière et désendettement, l'amélioration de la prise en charge spécialisée dans les établissements en termes de gynécologie obstétrique, pédiatrie, médecine interne et chirurgie générale. D'où, devait préciser le ministre, l'organisation de ces rencontres régionales dont les recommandations seront prises en considération dans l'élaboration du plan d'action. Et comme pour sti-

muler l'assistance, il a révélé que l'Algérie est classée dans le lot de tête des pays les mieux nantis en termes de système de prévention. «Nous sommes les plus riches de toute la région en termes de structures de santé, effectifs médicaux et paramédicaux et équipements sophistiqués. Quel est le pays de la région qui peut se targuer d'exploiter 175 scanners», a-t-il ajouté estimant nécessaire de mettre un terme au gaspillage en évitant des dépenses insensées. Abordant la question de la périnatalité en Algérie thème de la communication du P' Lebbane du CHU Mustapha-Pacha, il a indiqué : «L'Algérie a enregistré plus de 1,1 million de naissances l'année écoulée. Le taux de mortalité représente le meilleur indice de développement humain avec 21 décès pour 1000 naissances vivantes et 57 maternelles pour 100.000 naissances vivantes». De même qu'il devait révéler une augmentation du nombre de lits dédiés à la réanimation médicale qui de 200 lits en janvier 2015 est passé à 893 lits aujourd'hui. Le ministre a pointé du doigt la gestion de l'hôpital El Okbi de Guelma qu'il a qualifiée de «non gestion». Le dossier cancer figure aussi dans les interventions du ministre. Affirmant que le programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de lutte contre

le cancer a été réalisé à 48%, le ministre a estimé qu'après Sétif, Batna, Annaba et ceux de Tizi-Ouzou, les centres anticancer de Tlemcen, Sidi Bel Abbès et Laghouat sont prévus pour être mis en exploitation dès le début de la prochaine année 2016. De même qu'il a annoncé la création de groupes d'experts pour l'élaboration des consensus thérapeutiques. Six le seront dans les prochains jours. Il y a également la relance de la formation paramédicale qui permettra au secteur de s'enrichir de 59.193 nouveaux paramédicaux à l'horizon 2019. Abdelmalek Boudiaf a souligné la stabilité qui caractérise son secteur avec notamment une meilleure maîtrise des besoins et de la gestion des stocks. Tout aussi soulignées, les négociations entamées avec des laboratoires étrangers pour réduire davantage les prix des médicaments. «Une réduction de 40% de la facture des médicaments importés est enregistrée», a ajouté le ministre. Par ailleurs, il a annoncé la relance des greffes dont deux de la moelle épinière appelées à être effectuées incessamment. «Nul n'est indispensable», a affirmé le ministre réagissant au blocage caractérisé appliqué depuis des années en matière de greffe rénale au CHU de Annaba.

A. Bouacha

# La santé mentale en débat à Mila

**Organisée par l'établissement hospitalier spécialisé (EHS) d'Oued Athmania, en fin de semaine passée, les intervenants à l'issue de cette journée d'étude et de sensibilisation, sur les maladies psychopathiques en Algérie, ont été unanimes sur un point, la nécessité d'accorder plus d'importance à la santé mentale, en Algérie, et revoir les mécanismes d'intervention et de prise en charge de cette catégorie de malades.**

En effet, pour le professeur Benlatrèche Nadjib de Constantine, dans sa communication «la santé mentale, approche bio-psycho-sociale de l'individu dans la société», l'individu représente l'élément de base, donc le maillon essentiel de toute société, son intégration donc et sa prise en charge sociale, au sens large du

terme, est primordiale afin d'éviter à la base, toute marginalisation sociale, synonyme de dérapage mental.

La société, à commencer par la famille proche doit, non seulement, éviter d'aggraver le cas de tout malade mental, en le marginalisant

ou en le mettant en quarantaine, mais plutôt œuvrer pour son intégration et la promotion de sa santé, par une bonne prise en charge et c'est là, le devoir de tout un chacun. Pour Nedjar Thouraya, psychiatre à l'EHS de Oued Athmania, la nécessité de faire de la prévention et de la prise en charge du malade, une préoccupation multisectorielle s'impose plus que jamais vu l'étendue des dégâts dans notre société. Pour elle donc, faire de la psychiatrie le centre de nos préoccupations devient presque une exigence !

Idem pour les autres intervenants, en l'occurrence, le professeur Madoui et les docteurs Chidekh et Zaâma, qui ont tous abondé dans le même sens, en prônant une nouvelle politique plus vigoureuse de prise en charge des malades mentaux. Même l'avis du religieux n'a pas été du reste, puisque l'imam de la mosquée Omar-Ibn-el-Khatâb, monsieur Djebli Mourad, a longuement concerté sur le rôle de la mosquée dans la préservation de la dignité et de la santé mentale de l'individu.

A. M'haïmoud

## PROTESTATION À LA FACULTÉ DE MÉDECINE D'ORAN

# «Seuls les fraudeurs doivent être sanctionnés»

**Les médecins-internes ont à nouveau paralysé, hier matin, la Faculté de médecine, pour protester contre l'annulation du concours de résidanat, décidée par une commission ministérielle.**

Pour rappel, les 17 et 18 octobre dernier, ils étaient 1300 étudiants en médecine à avoir passé le concours de résidanat, en vue d'obtenir des postes de médecins spécialistes. Sur ces 1300 étudiants, 493 ont été lauréats, sauf que le concours s'est avéré entaché de fraude.

Les réseaux sociaux ont alors relayé le scandale, et le ministère de la Santé a aussitôt dépêché une commission pour enquêter. Cette commission s'est contentée d'émettre une note où elle annonce l'annulation du concours de résidanat, sans donner plus de détails. Cette note reconnaît «discrètement» qu'il y a bel et bien eu des cas de fraude. C'est alors que les lauréats ayant passé le concours sont montés au créneau et paralysent, depuis jeudi, la Faculté. Selon eux, ce sont les fraudeurs, et uniquement les frau-

deurs, qui doivent être sanctionnés, et non pas tous les lauréats. «C'est inadmissible qu'on prive un lauréat de son rêve. On ne veut pas être les dommages collatéraux à cause de certaines personnes qui ont fraudé», expliquent-ils. Il faut noter aussi que beaucoup de médecins généralistes, dès lors qu'ils ont appris avoir obtenu le concours, ont démissionné de leur poste de généraliste dans les différents EPH en vue d'obtenir un nouveau poste en qualité de médecins spécialistes. Et à présent que le concours a été annulé, ils se retrouvent de facto au chômage.

Les lauréats protestataires nous ont confié qu'ils campent sur leur position jusqu'à ce que le ministère revienne sur sa décision d'annuler l'examen et maintient les résultats du résidanat 2015. Bon nombre d'étudiants contestataires nous ont laissé entendre que ce que relate la presse sur cette affaire est bien loin du fond du scandale : rivalité, règlement de compte... Mais sans preuves les médecins résidents se contentent d'exiger que seuls les fraudeurs doivent être sanctionnés.

Amel Bentolba

l'entreprise sera obligée de fermer». Passant près des manifestants au moment où nous nous entretenions avec les concernés, un conducteur d'un de ces «8 places», cadeau de l'Ansej (dit-on), ne s'est pas empêché de proférer des insultes à l'endroit des contestataires.

Des représentants des contestataires ont été reçus par le chef de daïra en compagnie du chef de la Sûreté de daïra. Promesse a été donnée aux contestataires que la réglementation allait être appliquée à la lettre et que le dispositif adéquat allait être mis en place incessamment.

Karim O.